

DOSSIER DE PRESSE

**L'UFE a souhaité réunir plusieurs représentants
des syndicats membres de
l'Union des personnels des Finances
en Europe pour évoquer les multiples sujets
qui, aujourd'hui, animent les débats
à travers l'Europe en matière :**

- de budgets,**
- de déficits publics,**
- de fiscalité,**
- de fraude fiscale**
- d'organisation des administrations
fiscales et douanières en Europe.**



Avril 2012

Friedrichstraße 169/170
D-10117 Berlin
Telefon
(+49) 30/20 62 56 600
Telefax
(+49) 30/20 62 56 601
post@ufe.ch
<http://www.ufe.ch>

Nous abordons ces sujets en deux grands points :

- l'évolution de la fiscalité dans une Europe de concurrence et de crise monétaire,**
- la lutte contre la fraude fiscale et les moyens des administrations financières en Europe.**

Quelques chiffres pour « camper » la situation budgétaire et fiscale en Europe :

Plusieurs syndicats membres de l'UFE ont «approché» ou «estimé» la situation budgétaire et la situation de la fraude fiscale en Europe depuis plusieurs années. Chacun a présenté ses analyses selon des approches différentes.

BELGIQUE

« La fraude fiscale coûte 150 € par mois à chaque Belge »,
selon nos collègues de l'UNSP-NUOD, syndicat membre de l'UFE.

Nos camarades de l'UNSP-NUOD, nous ont transmis diverses informations concernant le débat fiscal Outre-Québec. En premier lieu, ils nous rappellent leur engagement persistant depuis des années dans le cadre du « Réseau pour la Justice fiscale * et Financier Network » pour alerter l'opinion publique sur les réalités de la contribution fiscale réelle de chaque contribuable. Ils poursuivent le contre-discours nécessaire pour dénoncer l'action du très libéral bureau de consultance international Pricewaterhouse Coopers (PwC) qui anime au mois de juin chaque année, leur fameux « Tax Freedom Day ». « Leur calculs sont faux ! » répètent inlassablement nos camarades belges. En effet, si le taux nominal de l'impôt sur les sociétés est de 33,99 % en Belgique, grâce aux différentes déductions légales (dont les fameux « intérêts notionnels » ...) le taux moyen s'est élevé à 11,8 % en 2010 (15,9 % en 2006) soit 9,735 milliards d'€ sur des bénéfices totaux de plus de 82 milliards d'€. Le 14 février c'est donc la fête pour les sociétés !

Nos camarades belges s'interrogent comme d'autres en Europe : « Comment expliquer aux citoyens que les caisses sont vides, alors que les bénéfices des sociétés sont passés de 47 à 82 milliards d'€ entre 2000 et 2009, soit une progression de 75 % ? ».

« Le fisc va recruter 250 agents pour intensifier la lutte contre la fraude fiscale ! »

Cette bonne nouvelle, compte tenu des effets d'annonces qui se multiplient à travers l'Europe de la part de plusieurs gouvernements, *n'est qu'une apparence trompeuse* pour le syndicat belge des finances qui indique que ces recrutements sont loin, très loin de compenser les départs naturels (retraités essentiellement !).

GRANDE-BRETAGNE

« Une fraude fiscale estimée, pour la première fois Outre-Manche, à 120 milliards de livres sterling par an, nous disent nos collègues du syndicat P.C.S (Public and Commercial Servants) qui précisent que les décisions successives des divers gouvernements ont conduit à l'abandon des recettes fiscales provenant des rappels fiscaux ... - 11 milliards de livres sterling - en raison du manque de personnels pour procéder à l'exécution des décisions issues des poursuites contre les fraudeurs » ! Etonnant non ?!

Dans le même laps de temps depuis plusieurs années, les suppressions d'effectifs dans l'administration financière (impôts et douanes fusionnés depuis plus de 5 ans pour « recherche d'efficacité » ...) se sont accrues de façon « vertigineuse » alors que la fraude fiscale ne cesse de croître depuis de longues années.

ESPAGNE

Nos collègues du GESTHA, nous indiquent que le taux de l'économie souterraine en Espagne varie entre 19,5 % (estimation par le professeur Schneider) et 23,7 % (chiffre avancé par le prestigieux Service des Etudes Economiques des caisses d'épargne). Le GESTHA quant à lui présente une estimation de 23,3 % et a calculé que si le taux de l'économie souterraine pouvait se rapprocher, en Espagne de la moyenne de l'UE, cela permettrait, déjà, de collecter 38 milliards d'€ (contributions fiscales et sociales confondues) de recettes budgétaires complémentaires.

Les résultats du contrôle fiscal réalisé par les agents du fisc espagnol s'élève à environ 2 milliards d'€, par an pour les années 2006 à 2010.

Selon nos camarades du GESTHA, l'administration fiscale aurait perdu la confiance du public en ce qui concerne les efforts déployés pour lutter contre la fraude fiscale.

DANEMARK

La campagne de sensibilisation de l'opinion publique menée par nos collègues danois sur les effets dévastateurs de la fraude fiscale a conduit les autorités à réviser les programmes de suppression de postes dans l'Administration Douanière et Fiscale. Nos camarades du DTS ont mis en évidence, « qu'en face d'une couronne danoise versée à un agent du fisc, ce sont 16 couronnes qui rentrent dans les caisses de l'Etat ». Jorn Rise ANDERSEN (Syndicat D.T.S.) ajoute que suite à cette « action », les effectifs de l'administration des finances, devraient à nouveau augmenter.

Un des rares cas en Europe où l'UFE peut constater une inversion de tendance des politiques de suppressions de postes dans les administrations financières !

ITALIE

« Certains ne roulent plus des mécaniques ! » Pourquoi ? Contrôle fiscal !

La police financière italienne frappe fort en se donnant les moyens d'organiser le recoupement de données fiscales (revenus, patrimoine, train de vie, affichage de fortune, etc) et sanctionne avec comme effet des incidences « dissuasives ». En 2011, plus de 110 000 voitures de luxe ont été immatriculées en Italie. Plus de 2 800 contrôles fiscaux ont été diligentés cette même année et ont rapporté près de 70 millions d'€ suite au croisement des informations disponibles dans les fichiers. Pas mal ! Mais nos collègues italiens estiment que le montant de la fraude fiscale atteindrait les 120 milliards d'€. Certains, craignant la poursuite de telles opérations, ont discrètement demandé aux concessionnaires de grandes marques de luxe, de reprendre leur véhicule.

Quand l'Eglise ne pourra plus s'exonérer d'une contribution fiscale ?

Le gouvernement MONTEI, vient de décider, sous la pression de Bruxelles, de soumettre les biens de l'Eglise à l'impôt foncier, dont elle était exonérée depuis les accords de Latran qui datent de 1929 (crise économique de 1929 : connaît pas !) alors qu'elle détiendrait près de 20 % du parc immobilier en Italie.

Plus de 2 milliards d'€ de recettes attendus pour le budget de l'Etat Italien. A quand la même pression collective pour réformer fiscalement le statut de l'Eglise Orthodoxe Grecque ?

GRECE

« Nous vivons un véritable enfer économique et social ! Mais bientôt à qui le tour ? »

Nos amis du syndicat POE-DOY des agents des finances (membre de l'UFE) nous ont communiqué de nombreuses informations concernant la « crise grecque » en abordant les sujets particuliers de l'administration fiscale grecque. En premier lieu, nos homologues grecs nous rappellent qu'ils ont subi une baisse de 40 % de leurs salaires en l'espace de moins de deux ans ! Ils précisent que le peuple (et surtout les salariés) connaît la crise la plus grave depuis près de 50 ans. L'administration fiscale stigmatisée par tous est l'objet de critiques qui révoltent nos collègues tant ils se sentent dévalorisés (« comme nos salaires », disent ironiquement avec beaucoup d'amertume les agents des centres des impôts) alors que les véritables responsables semblent se satisfaire des leçons données par l'Europe – voire la réaction de nos camarades allemands du DSTG (membres de l'UFE)- et s'orientent allègrement vers la privatisation des services publics.

Réduction d'effectifs aussi, bien sûr ! 14 500 agents du fisc au premier janvier 2010 ... et 10 000 seulement aujourd'hui ! Réformes structurelles incontournables selon la « Troïka » : résultat immédiat : fermeture de 220 bureaux fiscaux, brutalement en 15 mois. Une modernisation informatique inaboutie depuis plus de 30 ans !

Alors que les gouvernements européens organisent l'allongement des durées de travail par les « contre-réformes » des régimes de retraite avec des départs à 65 ou 67 ans, le gouvernement grec décide de faire partir très rapidement des agents du fisc dès leur 55 ans révolus (à des conditions « déplorables » !) pour alléger les coûts de fonctionnement.

Selon une récente étude l'économie souterraine en Belgique serait de l'ordre de 17,9 % du PIB, de 22,2 % en Italie, de 19,8 % en Espagne et de 25,2 % en Grèce ! La fraude fiscale y dépasserait les 20 milliards d'€ ... et les décisions politiques semblent frappées de non-sens dans cette dimension de crise budgétaire et donc fiscale !

ALLEMAGNE

Le « Rubik club » semble avoir du plomb dans l'aile !

Ce dispositif du « Rubik » qui visait à réorganiser la collaboration entre les états européens et la Suisse au regard des « placements financiers douteux » des contribuables européens au cœur des « paradis fiscaux et bancaires » de la Confédération Helvétique, semble remis en question par certains représentants politiques des Länders allemands, contredisant le gouvernement MERKEL.

En effet, plusieurs contestent l'efficacité du dispositif pour lutter contre la fraude fiscale en Allemagne en soulignant le fait, par exemple que les Etats-Unis ont conclu des accords qui sont plus favorables pour obtenir des résultats efficaces et que pour plusieurs Etats européens il s'assimilerait à une forme d'amnistie fiscale. Les capitaux allemands représentent environ 10 % du total des placements offshore en Suisse. Une récente étude réalisée par un spécialiste allemand (Stefan KRAMER), c'est environ « 125 milliards de francs, soit 60 % du total, qui ont été déposés en Suisse pour échapper au fisc allemand ».

En Allemagne prévaut le sentiment que l'accord Rubik est une supercherie. « *Jamais encore le fisc allemand n'a délégué son pouvoir souverain de lever l'impôt à des banques étrangères* », déclare Thomas EIGENTHALER, Président du DSTG (syndicat allemand des impôts membre de l'UFE) en ajoutant « *que la Cour Constitutionnelle doit se prononcer sur ce sujet* ».

« Comment ça ? Une descente du fisc européen en Grèce ? »

L'Union Européenne se préparerait à envoyer une sorte de « corps expéditionnaire fiscal » en Grèce pour pallier les défaillances de l'administration fiscale grecque. Des dizaines d'agents du fisc venant des différents pays européens seraient censés rejoindre Athènes prochainement pour donner des leçons d'efficacité à nos homologues grecs confrontés à un niveau de fraude fiscale dépassant les 20 milliards d'€ ! Au début de l'année 2012, divers medias grecques avaient contacté Serge COLIN, Président de l'UFE à ce sujet compte tenu des déclarations de plusieurs gouvernements européens sur ce sujet. Il s'était « étonné » de ces effets d'annonce au moment même où de nombreux gouvernements européens annonçaient des « coupes claires » dans les budgets des administrations des finances (France, Grande- Bretagne, Allemagne, Italie, et ... Grèce) et, surtout, des réductions massives d'effectifs. Bercy, à l'époque, ne semblait pas capable de donner suite à ces annonces !

Nos camarades allemands du DSTG sollicités par plusieurs medias (y compris français !) depuis le début février se sont étonnés et même inquiétés de telles perspectives d'intrusion (voire d'ingérence) dans les affaires grecques. A l'instar, du Président de l'UFE, Thomas EIGENTHALER – Président du DSTG (syndicat des impôts, membre de l'UFE), a déclaré que ce type d'opération si elle devait réellement prendre forme, apparaîtrait comme une sorte de « débarquement » incompréhensible pour nos collègues grecs et surtout l'opinion publique hellène. En raison du fort ressentiment actuel des Grecs contre les Allemands, Thomas s'est déclaré « très inquiet quant à la préservation de l'intégrité physique de ses collègues ».

L'UFE a rencontré la Commission Européenne

A la demande du Président de l'U.F.E., Monsieur Algirdas SEMETA - Commissaire Européen en charge de la fiscalité et de l'Union douanière - a organisé une entrevue à Bruxelles le 13 septembre 2011.

En premier lieu, Serge COLIN a rappelé que notre organisation revendiquait l'arrêt des suppressions d'emplois dans les administrations en charge des missions fiscales et douanières à travers l'Europe en soulignant la nécessité de lutter efficacement contre toutes les fraudes surtout dans cette période de crise internationale où les questions de déficits budgétaires amènent des considérations spéciales sur les sujets des recettes fiscales et douanières.

Le Président de l'UFE a mentionné, dans ce sens, le rapport du prédécesseur de M. SEMETA, le Commissaire européen Laszlo KOVACS, qui faisait état du manque de personnels des finances dans les divers états-membres de l'Union Européenne, comme cause principale de l'augmentation de la fraude et de la fraude à la TVA en particulier.

Ce rapport à destination du Conseil Européen et du Parlement Européen semble être resté sans réponse de la part des responsables politiques, à cette heure. Mme TAYLOR a pris bonne note de l'intention de l'UFE de «relancer ce débat» en interpellant également les responsables gouvernementaux et les députés européens, notamment, par des demandes d'entrevue avec ces derniers et par voie de presse pour sensibiliser les opinions publiques. Il s'en est suivi un échange sur la nécessité de mesurer le «rendement» des agents des finances au regard de leur nombre et de leur efficacité en termes de rentrées fiscales (assiette, recouvrement et contrôle) au moment où les cures d'austérité budgétaire frappent presque toutes les administrations des finances à travers l'Europe. Sur ces points, Serge COLIN et Fernand MULLER se sont attachés à démontrer que face «à la dépense constituée par les salaires versés aux agents» il y avait bien un «rendement économiquement et socialement identifiable et que le «rapport de rentabilité» pouvait s'établir dans une fourchette de 2 à 10 - voire plus ! – car, notamment, si la fraude fiscale était mieux combattue il y aurait une démonstration définitive (s'il en était encore besoin !) de l'extrême utilité des personnels des finances dans la bonne gestion des finances publiques de tous les états Européens ».



Union des Finanzpersonals in Europa

Lettre à Monsieur BARROSO

Paris, le 14 février 2012

Monsieur le Président,

En ma qualité de Président de l'U.F.E., j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation des agents des administrations fiscale et douanière en Europe.

En effet, lors de notre congrès de Lisbonne en septembre 2011, les 40 syndicats membres de l'U.F.E. ont débattu notamment des conditions de travail, des rémunérations et de l'état des effectifs dans nos administrations. Il en ressort un constat unanimement partagé sur la dégradation de la situation personnelle et professionnelle des agents.

En premier lieu, il s'agit d'une dégradation généralisée qui affecte les services fiscaux et douaniers et qui pèse considérablement sur l'exécution de leurs missions. Vous connaissez l'importance du rôle des personnels de ces administrations en terme de contrôle économiques, budgétaires, financiers, fiscal et douanier à l'intérieur de chaque état membre, mais aussi leur rôle au service de l'Union Européenne et de son budget.

En second lieu, dans le cadre de leurs missions, les agents des Finances voient leur image dégradée, alors qu'ils doivent être considérés comme socialement utiles et économiquement « rentables ». De ce fait, l'incohérence des politiques de gestion administrative de leurs effectifs, de leur formation, de leurs promotions, menées par la plupart des Etats membres semble frappée du sceau du non-sens. L'utilité de la « force publique » réglementant les lois du marché, assurant le respect des règles, n'a de sens qu'au regard de l'importance des moyens mis en œuvre pour la faire respecter.


Quelles que soient les lois, et nous sommes partisans à ce sujet d'une évolution, le bon sens commande avant tout la mise en application de toutes les mesures qui permettent aux agents du «service public» de jouer leur rôle.


Le dernier rapport rendu par Monsieur KOVACS en 2009 mettait en avant l'obligation faite aux Etats membres de l'Union Européenne de mettre en œuvre les moyens en personnels des administrations fiscale et douanière pour lutter efficacement contre la fraude au niveau européen.

Qu'en est-il aujourd'hui des positions ou des réponses des gouvernements ? Qu'en est-il des stratégies mises en œuvre ?

Nous serions heureux d'en débattre en notre qualité de fonctionnaire des finances.

Le niveau de la fraude fiscale et douanière en Europe est devenu insupportable au moment où des crises sociales atteignent leur paroxysme par défaut d'équilibre des budgets fiscaux et sociaux.

 L'U.F.E. et ses syndicats membres ne peuvent, à tout le moins, que pointer le manque de logique qui préside aux suppressions massives d'emplois dans les administrations chargées du contrôle des règles économiques, budgétaires et fiscales.

 L'U.F.E. se propose de rencontrer prochainement les parlementaires européens afin de les interpellier sur leurs responsabilités quant à la gestion des administrations fiscale et douanière à travers l'Europe. Nous souhaitons également, et de la même façon, vous entretenir de la situation catastrophique des services de nos administrations, qui met à mal les conditions de travail mais aussi l'exécution des missions de nos collègues en Europe.

Je me tiens à votre disposition pour vous exposer précisément nos revendications.

 Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Le Président de l'UFE
Serge COLIN



Union des Finanzpersonals in Europa

Paris, the 14th of February 2012

Mr President,

In my quality of president of the U.F.E., I have the honour to draw your attention on the situation of the agents of the tax and customs administrations in Europe. Indeed, at the time of our conference of Lisbon in September 2010, the 40 trade unions members of the U.F.E in particular discussed the working conditions, wages and level of staff in our administrations. It comes out from it a statement unanimously shared on the deterioration of the personal and professional situation of the staff.

Initially, it is about a widespread deterioration which strikes the tax and customs branches and which weighs considerably on the execution of their missions. You know the importance of the function of the staff of these administrations in term of economical, budgetary, financial, tax and customs controls inside each Member State, but also their function at the service of the European Union and its budget.

In the second place, within the framework of their missions, the staff of the Finances see their deteriorated image, whereas they must be regarded as socially useful and economically "profitable". So, the inconsistency of the policies of the administrative management of their manpower, of their training, of their promotions, carried out by the majority of the Member States, seems struck by the seal of the nonsense. The utility of the "public authority" regulating the laws of the market and ensuring the compliance with the rules, makes sense only in comparison with the importance of the means implemented to make it respect.

Whatever the laws, and we are in favour of an evolution on this subject, the good sense orders before all the implementation of all steps which allow the employees of the "public service" to play fully their part.

The last report returned by Mr KOVACS in 2009 stressed the obligation made at the Member States of the European Union to implement the means in staff of the tax and customs authorities to fight effectively against the fraud at the European level.

What about, nowadays, of the positions or answers of the governments ? What about the strategies implemented ?

As civil servant of finances authorities, we would be happy to discuss about it.

The level of the tax and customs fraud in Europe has become unbearable at a time when social crises reach their paroxysm by unbalanced tax and social budgets.

The U.F.E and its trade unions members can, at the very least, only point out the lack of logic which governs the massive cuts in staff in the administrations in charge of the control of the economic, budgetary and tax rules.

The U.F.E intends to meet the European members of Parliament soon, in order to question them on their responsibilities as for the management of the tax and customs authorities through Europe. We wish also, and in the same way, to speak to you about the catastrophic situation of the services of our administrations, which damages the working conditions but also the execution of the missions of our colleagues in Europe.

I am at your disposal to expose you precisely our claims.

Please accept, Mr. President, our respectful greetings.